



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire du 16 NOV. 2023  
portant modification des conditions d'exploitation  
de la carrière de schistes et de gneiss  
située lieu-dit *Laval*, du territoire de la commune de Tanus.**

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 20 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Michel VILBOIS en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 7 juin 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, secrétaire général de la préfecture d'Albi, sous-préfet d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2023 portant délégation de signature à Monsieur Sébastien SIMOES, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 autorisant l'exploitation d'une carrière de schistes et de gneiss située lieu-dit *Laval* du territoire de la commune de Tanus- 81190 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2017 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé du 17 janvier 2005 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2015 mettant notamment en demeure l'exploitant de reconstituer des fronts d'exploitation de 15 m de hauteur maximale et des banquettes de 5 m de largeur maximale ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance déposé le 14 octobre 2022, puis complété et redéposé le 30 juin 2023 en préfecture du Tarn, concernant une demande de modification des conditions d'exploitation de la carrière de schistes et de gneiss située lieu-dit *Laval* du territoire de la commune de Tanus-81190 ;
- Vu** le courrier adressé le 19 octobre 2023 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

- Vu** les remarques de l'exploitant transmises à la préfecture du Tarn par courrier du 6 novembre 2023 ;
- Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 10 octobre 2023 ;

Considérant que la modification du phasage de l'exploitation vise à reconstituer des fronts de hauteur maximale de 15 m et à éviter un secteur inexploitable du gisement ;

Considérant que la cote minimale d'exploitation demeure inchangée à 330 m NGF ;

Considérant que la vocation de la remise en état n'est pas modifiée : espace paysager, minéral avec des plantations ;

Considérant que la création d'un bassin et d'une zone humide constitueront des milieux propices à la biodiversité ;

Considérant l'ajustement des montants des garanties financières ;

Considérant que la production maximale est inchangée ;

Considérant que les nouveaux aménagements ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

### **Article 2 :**

Les activités exercées sur le site relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

1. pour les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique nomenclature ICPE	Description	Élément caractéristique	Régime
2510 - 1	Carrières (exploitation de),  1. Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Matériaux : schistes et gneiss Superficie : 6,183 ha. Production annuelle moyenne : 85 000 t. Production annuelle maximale : 140 000 t.	Autorisation
2515 – 1 - a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515- 2. a) Supérieure à 200 kW	Puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant de 520 kW	Enregistrement

Rubrique nomenclature ICPE	Description	Élément caractéristique	Régime
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> .	Superficie de l'aire de transit : 9 000 m <sup>2</sup>	Déclaration

2. pour l'activité suivante au titre de la loi sur l'eau (nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement :

Rubrique nomenclature loi sur l'eau	Description	Élément caractéristique	Régime
2.1.5.0 - 2°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, est de 6,183 ha	Déclaration

#### **Article 2 :**

Les dispositions de l'article CE 8 de la section « CONDUITE DE L'EXPLOITATION » annexée à l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **CE 8 :**

Les travaux d'exploitation respectent notamment les points suivants :

- Phase 4 :

- Enfouissement du palier existant à 405 m NGF pour créer un nouveau palier à 400 m NGF.
  - Élargissement du palier situé à 386 m NGF vers le Nord.
  - Création des paliers à 350 m NGF et à 361 m NGF.
  - Approfondissement du carreau à la cote 339 m NGF.
  - Création d'une zone de stériles en contrebas du glaciaire afin de réduire le front existant à une hauteur de 15 m.
  - Début du décapage des terrains à exploiter au Nord et au Sud-Est.
- Phase 5 :
    - Poursuite de l'élévation de la zone de stériles en contrebas du glaciaire afin de réduire le front existant à une hauteur de 15 m.
    - Extraction du secteur Sud-Est (fin de l'extraction du carreau jusqu'à la cote 330 m NGF en reculant et en enfonçant les fronts).
    - Création d'une surverse à environ 345 m NGF définissant le niveau supérieur du plan d'eau de la remise en état.
  - Ils sont réalisés en fouille à sec, avec l'utilisation d'explosifs.
  - La hauteur maximale des fronts est limitée à 15 m et la largeur minimale des banquettes est de 5 m.
  - L'extraction des matériaux se déroule conformément aux plans annexés (cf. **annexes 1 et 2**).

### Article 3 :

Les dispositions de l'article CE 13 de la section « CONDUITE DE L'EXPLOITATION » annexée à l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

### CE 13 :

La remise en état est réalisée conformément aux engagements pris dans le dossier de porter à connaissance déposé le 30 juin 2023 à la préfecture du Tarn.

En voici les principales caractéristiques :

- **Les banquettes supérieures** aux cotes de 386 et 400 m NGF reçoivent des matériaux inertes et des matériaux de découverte afin de permettre la repousse de la végétation. Le linéaire de ces deux banquettes supérieures représente environ 500 mètres, pour une largeur de 5 mètres, soit une surface de 2 500 m<sup>2</sup>. Environ 350 m<sup>2</sup> de cette surface sont occupés par des éboulis et 1 950 m<sup>2</sup> sont plantés (environ 250 plants, ce qui représente un plant tous les 3 m en quinconce sur deux rangées), laissant 200 m<sup>2</sup> en milieu ouvert favorable à la recolonisation naturelle.
- **La banquette intermédiaire** à la cote 372 m représente environ 300 mètres, pour une largeur de 5 m, soit une surface de 1 500 m<sup>2</sup>. Environ 250 m<sup>2</sup> de cette surface sont occupés par des éboulis et 600 m<sup>2</sup> sont plantés (environ 100 plants, ce qui représente

un plant tous les 3 m en quinconce sur deux rangées), laissant 650 m<sup>2</sup> en milieu ouvert favorable à la recolonisation naturelle.

- **Les banquettes inférieures** principalement laissées à l'état minéral sont reconquises par la végétation naturelle. Le linéaire de ces banquettes représente environ 700 mètres, pour une largeur de 5 mètres, soit une surface de 3 500 m<sup>2</sup>. Environ 1 200 m<sup>2</sup> de cette surface sont occupés par des éboulis et 400 m<sup>2</sup> sont plantés (environ 60 plants, ce qui représente un plant tous les 3 m en quinconce sur deux rangées), laissant ainsi place à 1 900 m<sup>2</sup> en milieu ouvert favorable à la recolonisation naturelle.
- **Le carreau résiduel** au centre de l'exploitation fait l'objet d'un régalage en surface, pour former une aire minérale sableuse sujette à la reprise spontanée de la végétation. Les secteurs rocaillieux au Nord-Ouest et à l'Est sont remodelés puis naturellement végétalisés. Le carreau inférieur qui est à la cote de 330 m NGF, est réaménagé en plan d'eau avec une zone humide.
- **La création d'un plan d'eau** à la cote 330 m NGF en fond d'exploitation par recueil des eaux pluviales. Ses abords sont modelés en pente très adoucie (5H/1V) et des zones de dépressions sont aménagées évoluant en zones humides avec le battement du niveau de l'eau. Une surverse est aménagée à la cote d'environ 345 m NGF et orientée vers le ruisseau de la Gasquié.

#### **Article 4 :**

Les dispositions de l'article CE 16 de la section « CONDUITE DE L'EXPLOITATION » annexée à l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **CE 16 :**

À vocation écologique, le réaménagement s'attachera à reconstituer des secteurs boisés et des espaces minéraux ouverts ponctués d'éboulis avec un plan d'eau et sa zone humide en pied du site.

Il est conforme au plan de l'**annexe 3**.

#### **Article 5 :**

Les dispositions de la section « GARANTIES FINANCIÈRES » annexée à l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **GF 1 : Montant des garanties financières**

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Ce montant est fixé à :

Période	Montant
<b>Fin de phase 4</b> (de la notification de cet arrêté au 16 janvier 2025)	165 524 €
<b>Phase 5</b> (du 17 janvier 2025 au 16 janvier 2030)	156 479 €

L'indice TP 01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est de juin 2023 : 128,3.

Le taux de la TVA qui est appliquée est de 20 %.

## **GF 2 : Établissement des garanties financières**

Avant la mise en activité de l'installation dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.

## **GF 3 : Renouvellement des garanties financières**

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans. Lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité du présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins 6 mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins 6 mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel 31 juillet 2012 modifié, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le Préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant.

## **GF 4 : Actualisation des garanties financières**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;

- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet.

#### **GF 5 : Révision du montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies au présent arrêté.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins 6 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

De plus, toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état de la carrière est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation selon l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

#### **GF 6 : Modification des modalités de constitution des garanties financières**

L'exploitant informe le Préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

#### **GF 7 : Absence de garanties financières**

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **GF 8 : Appel des garanties financières**

Le préfet peut faire appel aux garanties financières dans les conditions fixées par l'article R. 516-3 du code de l'environnement :

- soit après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8, en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;

- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

### **GF 9 : Levée de l'obligation de garanties financières**

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

### **Article 6 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

#### **« Article R. 181-51 du code de l'environnement :**

*Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».*

### **Article 7 : Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Tanus en vue de l'information des tiers. Cet arrêté est affiché par les soins du maire de Tanus dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Tarn.

Le même arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée de quatre mois.

### **Article 8 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Tanus sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société CARRIERES DU SUD-OUEST.

Fait à Albi, le **16 NOV. 2023**

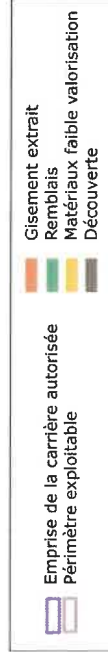
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'S. SIMOES', is written over a horizontal line.

Sébastien SIMOES

## Annexe 1 : Phase 4

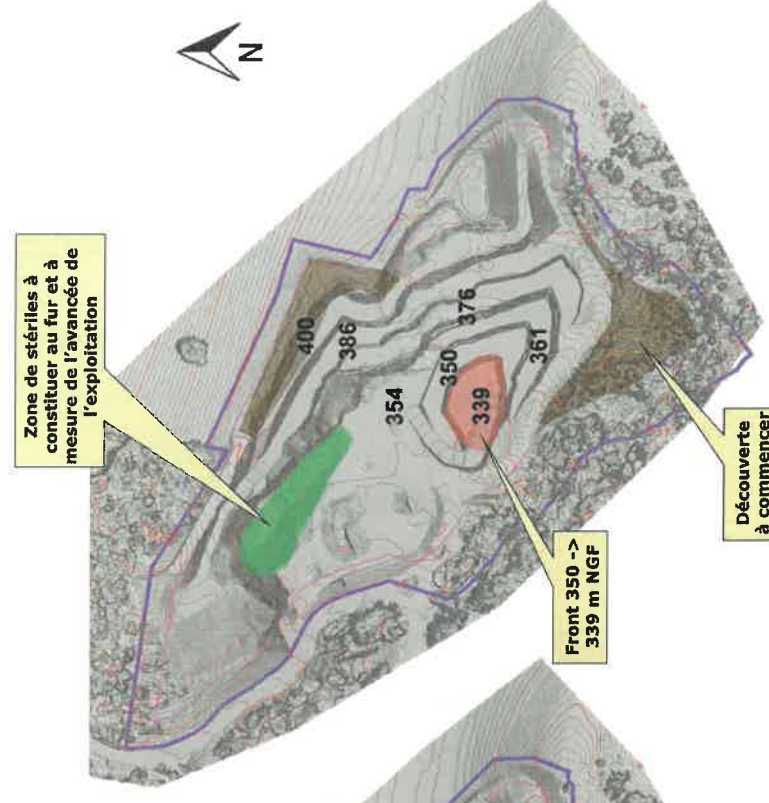
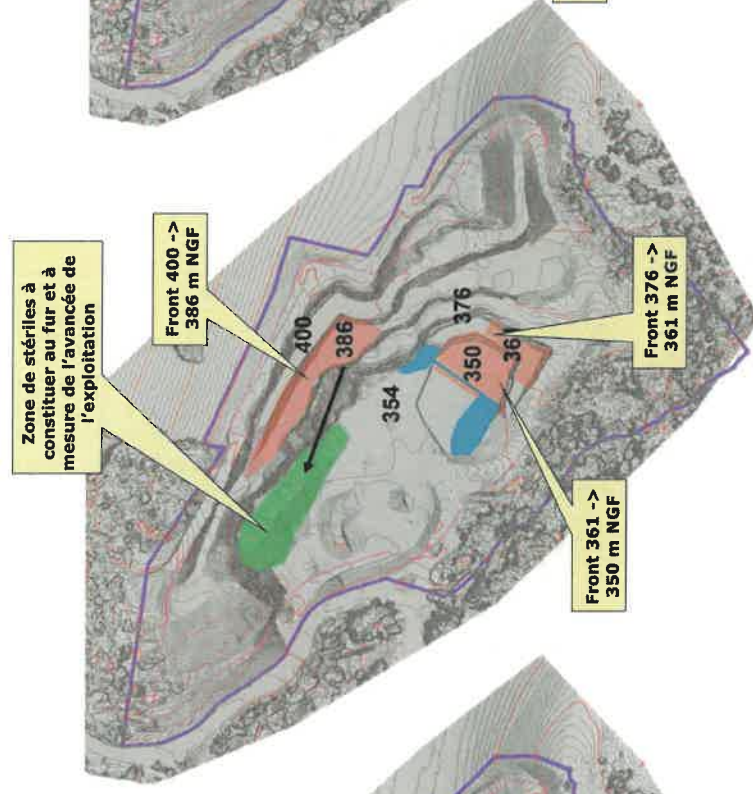
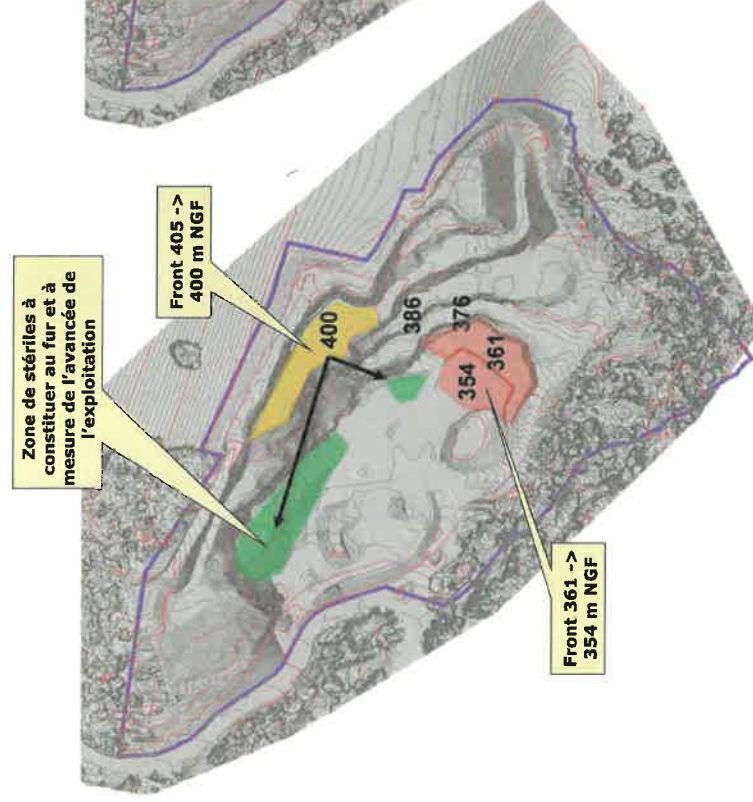
### Plan de phasage : Vues en phase 4



#### Jusqu'au 2eme trimestre 2022

#### Fin 2023

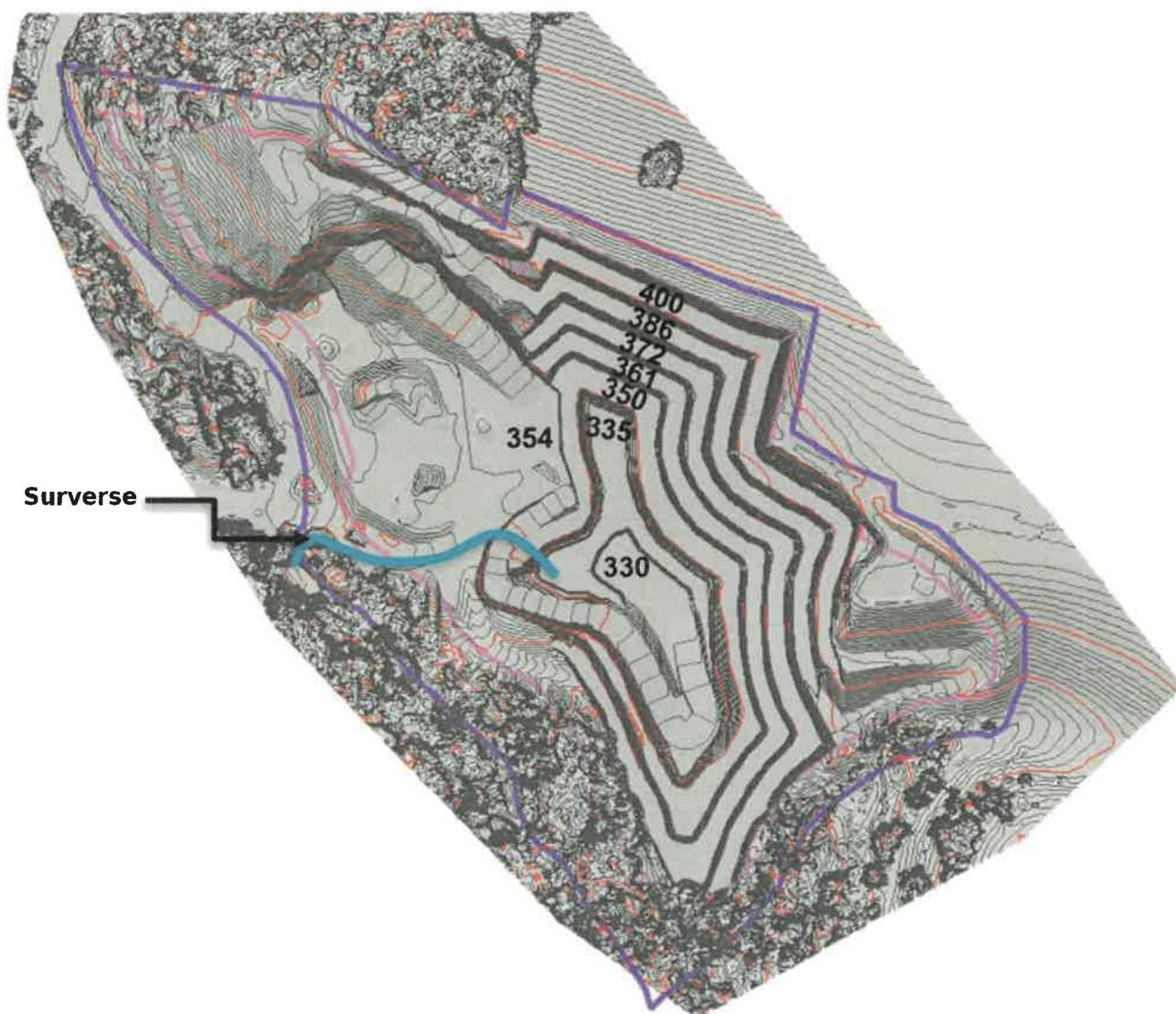
#### Fin 2025



## Annexe 2 : Phase 5



### Fin de la phase 5



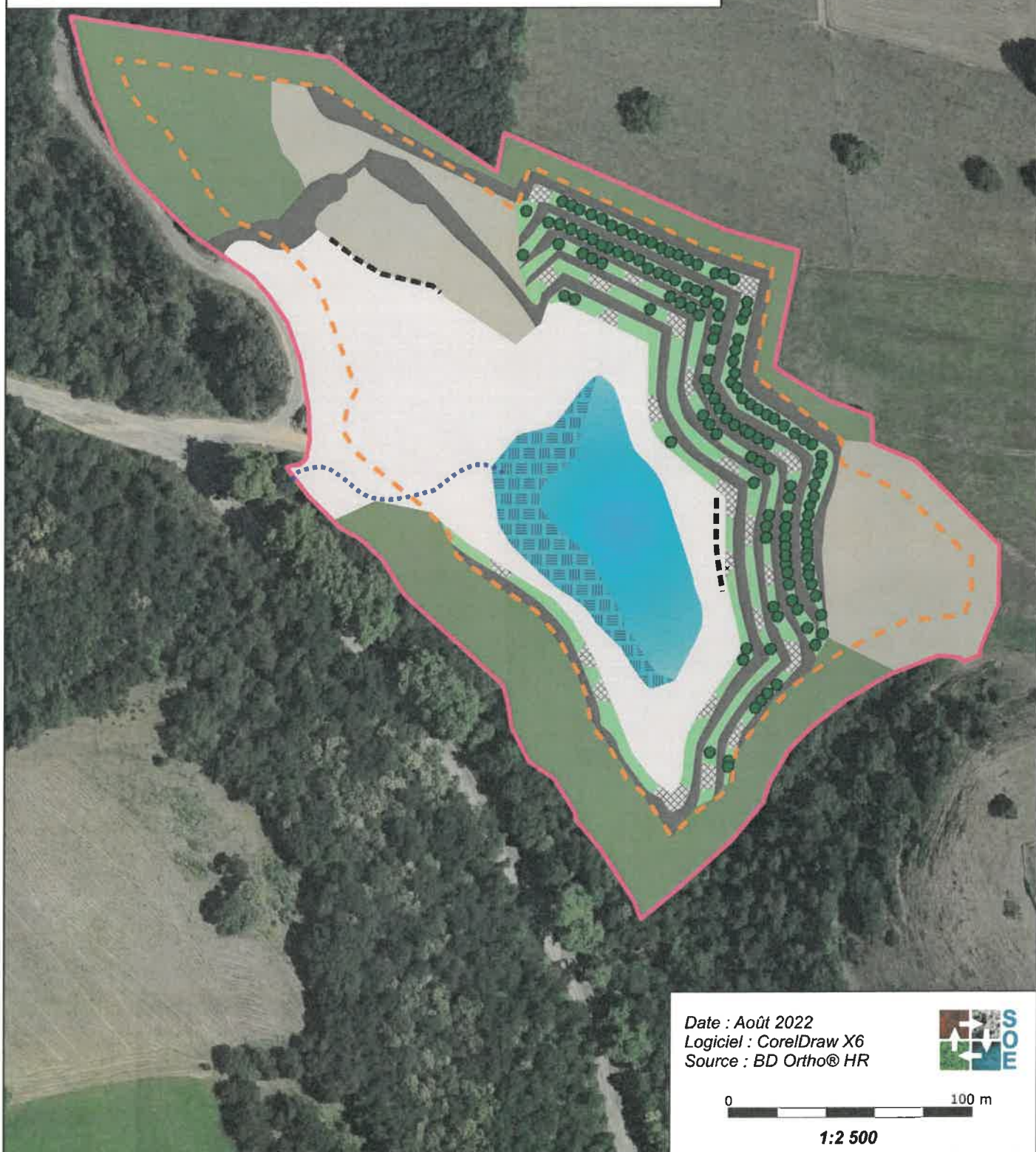
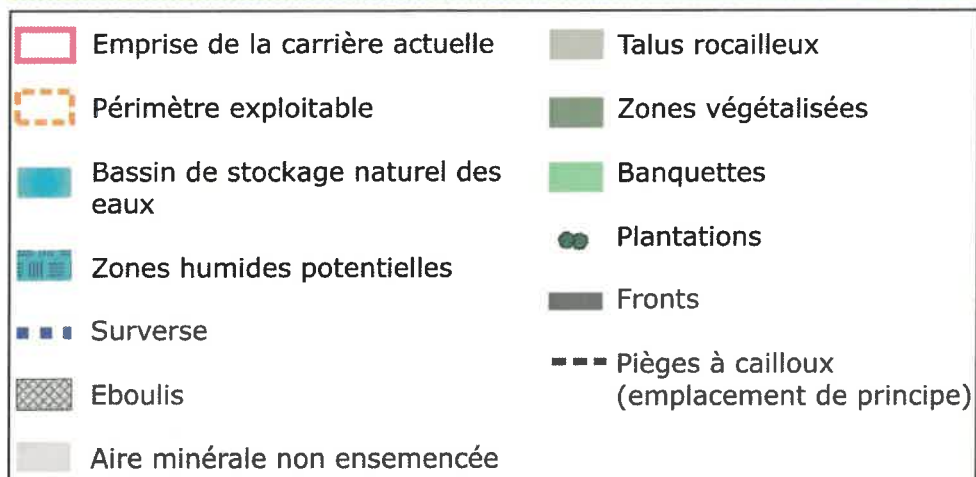
Date : Août 2022  
Logiciel : CorelDraw X6  
Source : Phasage réalisée par Eiffage



0 100 m

1:2 500

### Annexe 3 : Plan du réaménagement



Date : Août 2022  
Logiciel : CorelDraw X6  
Source : BD Ortho® HR



0 100 m

1:2 500